

# HELENE LEROUXEL

Montagne Saint Job, 16  
1180 BRUXELLES, BELGIQUE

Tel. : + (32) 484/504.210  
@ : helene.lerouxel@usaintlouis.be

Française et belge

## EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

---

### EN BELGIQUE

Depuis  
Sept. 2015

- **Secrétaire en chef du greffe Législation du Conseil d'État**

Depuis  
Sept. 2013

- **Assistante en droit constitutionnel à l'Université Saint-Louis Bruxelles**, dans le cadre des cours dispensés par les professeurs Van Drooghenbroeck, Dumont et Mincke et
- **Membre du C.I.R.C.** (Centre interdisciplinaire de recherches en droit constitutionnel)

2008-2015

- **Attachée juriste au Conseil d'État**

Depuis 2011 : Recherches et préparation de rapports au sein de la section I de législation  
> Matières traitées : droits de l'homme, droit pénal, droit institutionnel et administratif, droit judiciaire, droit médical  
> Au sein de la section : supervision des documentalistes et de leurs relations avec les auditeurs

2008-2011 : Préparation de rapports dans les sections « contentieux des étrangers » et « contentieux des pouvoirs locaux et de l'enseignement » et rédaction de sommaires d'arrêts  
> Matières traitées : droit des étrangers (asile et accès au territoire), fonction publique, police des communes, urbanisme et environnement, contentieux électoral

### EN FRANCE

2001-2003

- **Chargée de Cours à l'Université d'Angers (UFR sciences)**  
> Matières enseignées : introduction au droit, droits des sociétés, droit pénal des sociétés et droit social

1998-2003

- **Assistante de travaux dirigés à l'Université de Paris II-Assas, dans le cadre des cours dispensés par les Professeurs Serge Guinchard, Yves Mayaud et Stéphanie Denoix de Saint Marc**  
> Matières enseignées et évaluées lors d'examens écrits (dissertations et commentaires d'arrêts) : droit pénal, procédure pénale, introduction au droit, droit des personnes, droit des biens  
> Evaluation d'examens oraux (droit pénal international et droit pénal des affaires) et écrits (procédure civile)  
> Gestion de la bibliothèque, surveillance d'examens (Institut d'Etudes Judiciaires, Université Paris II)

2001

- **Conférencière à l'Université de San Juan, Argentine (en espagnol)**  
> Présentations comparées auprès de publics d'étudiants et de professionnels du droit et de la police sur les thèmes : « *Union Européenne et Mercosur* » et « *CEDH et Convention Interaméricaine des Droits de l'Homme* »

1997 et 1996

- **Stagiaire :**  
> à la Cour d'appel de Rennes (1 mois) auprès de la Présidente de la chambre des appels correctionnels de la Cour et du procureur de la République ;  
> au sein du service juridique de la Société Acome, Mortain, Normandie : une des rares sociétés coopératives ouvrières de production françaises (SCOP) (2 mois)

## ***F O R M A T I O N***

---

### **EN BELGIQUE**

- 2015**                    **Promue à la fonction de secrétaire en chef du greffe législation du Conseil d'État**
- 2008**                    **Lauréate du concours de statutaire en tant qu'attaché administratif juriste au Conseil d'Etat**  
Nomination le 1<sup>er</sup> juin 2011
- 2006**                    **Diplôme de licencié en droit, équivalence**  
Université libre de Bruxelles

### **EN FRANCE**

- 1998-2008**            **Thèse de doctorat** (inachevée), Université de Paris II Panthéon-Assas  
Sujet : « *Le principe non bis in idem* », sous la direction du Professeur Serge Guinchard  
Matières abordées : droit pénal, procédure pénale, droit pénal international (tribunaux internationaux), droit de la Convention européenne des droits de l'homme (article 6 « matière pénale »), droit de l'Union européenne (sanctions administratives de nature pénale, mandat d'arrêt européen), contentieux administratif (sanctions administratives de nature pénale)
- 1998**                    **Diplôme d'études approfondies (DEA) « Droit Processuel »**, Université de Paris II Panthéon-Assas, dirigé par le Professeur Serge Guinchard  
*Mention A-Bien*, 2<sup>e</sup> lauréate, obtention d'une allocation pour une thèse de doctorat  
Mémoire de fin d'étude : « *L'influence de l'autorité de la chose jugée au pénal sur les juridictions civiles et administratives* »
- 1997**                    **Maîtrise « Carrières Judiciaires »**, Université de Rennes I  
*Mention A-Bien*
- 1996**                    **Licence « Droit Privé »**, Université de Rennes I  
*Mention A-Bien*
- 1995**                    **Diplôme d'études universitaires générales (DEUG) Droit Privé**, Université de Rennes I
- 1993**                    **Baccalauréat, série C (scientifique)**  
*Mention Bien*

## PUBLICATIONS

---

- > « Le Conseil d'Etat, « maître » étalon pour les juridictions administratives », sous l'arrêt n° 98/2014 de la Cour constitutionnelle rendu le 30 juin 2014, *A.P.*, 2014/4, pp. 625- 637 ;
- > Avec Xavier DELGRANGE, commentaire relatif à la valeur juridique de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l'Homme devant le juge national*, Larcier, 2014, pp. 15-23 ;
- > Avec Xavier DELGRANGE, «Le droit, allié ou adversaire de la liberté ? », dans : Tayush (coord. Par A. Hajji, M. JACQUEMAIN et N. PLATEAU), *Les défis du pluriel, Egalité, diversité, laïcité*, Bruxelles, Couleur livres, 2014, pp. 137-146 ;
- > Avec Xavier DELGRANGE, « Circoncision, question politique », *Revue politique*, mars-avril 2015, pp. 56-60 ;
- > Avec Xavier DELGRANGE, «L'accommodement raisonnable, bouc émissaire d'une laïcité inhibitrice », dans : Emmanuelle BRIBOSIA et Isabelle RORIVE (dir.), *L'accommodement de la diversité religieuse. Regards croisés – canada, Europe, Belgique*, actes du colloque des 26-27 avril 2011, P.I.E. Peter Lang, 2015, pp. 203-286 ;
- > « Le délai raisonnable, un nouveau principe d'ordre public ? », sous l'arrêt n° 224.464 du Conseil d'État rendu le 4 décembre 2014, *A.P.*, 2015/2, pp. 290- 296 ;
- > Avec l'ensemble des membres du CIRC, dans H. DUMONT, M. EL BERHOUMI et I. HACHEZ (dir.), *La sixième réforme de l'État : l'art de ne pas choisir ou l'art du compromis?*, Larcier, 2015 ;
- > Avec Louis-Léon CHRISTIANS et Xavier DELGRANGE, dans Vincente FORTIER (dir.), « La circoncision rituelle en droit belge », dans *La circoncision rituelle, enjeux de droit, enjeux de vérité*, collection « Société, droit et religion en Europe », Presses universitaires de Strasbourg, 2016, pp. 160-176;
- > «La présomption d'innocence et la suspension préventive des enseignants », dans *Les grands arrêts du droit de l'enseignement*, sous la direction de Xavier DELGRANGE, Mathias EL BERHOUMI et Luc DETROUX, Larcier, 2017, pp. 605-617 ;
- > Avec le CIRC, « La Cour constitutionnelle face au Pacte budgétaire européen : un arrêt sans intérêt », *JT*, 2017, n° 6699, pp. 565- 582 ;
- > *Recension* du Dossier sur « La dissimulation du visage dans l'espace public », *Revue du droit des religions*, 2ème numéro, novembre 2016, Presses universitaires de Strasbourg, *RTDH*, 111/2017, pp. 701-705 ;
- > Avec Xavier DELGRANGE, «La circoncision rituelle en Europe : vers une tension entre la liberté de religion des parents et l'intégrité physique de l'enfant ? », dans D. KOUSSENS et al. (dir.), *La religion hors-la-loi : l'État libéral à l'épreuve des religions minoritaires*, actes du colloque de Sherbrooke des 2 et 3 octobre 2014, Bruxelles, Bruylant, 2017 pp. 155-185 ;
- > « La publication généralisée des avis du Conseil d'État : « une mine d'or » désormais à ciel ouvert », *A.P.*, 2018/1, à pp. 1-22 ;
- > Avec Xavier DELGRANGE, « L'accommodement raisonnable éclot entre égalité formelle, légalité et neutralité », *Revue du droit des religions*, à paraître.